

Alain Dubourg

aldubourg@orange.fr

Paris, le 06 septembre 2012

La prise de Douentza par les salafistes la trahison de la CEDEAO

La ville malienne de Douentza occupée par les salafistes

La ville de Douentza a été prise le 1^{er} septembre 2012 et est depuis occupée militairement par une alliance Mujao/Ançar Ed Dine.

En mars des éléments du MNLA [1] s'étaient déjà installés à Douentza où ils avaient commis de nombreuses exactions (2). Ils ont abandonné la ville fin juin, chassés par les islamistes du MUJAO [3]. Puis ceux-ci ont également cessé l'occupation militaire de Douentza qui était devenue une sorte de «no man's land ».

Les jeunes de Ganda Izo (4) sont alors allés s'installer dans la ville en s'accaparant des armes laissées par les fuyards du MNLA, pour soi-disant sécuriser la population. Ils viennent d'être militairement défaits par une alliance circonstancielle du Mujao/Ançar Ed Dine [5], le MUJAO déclarant immédiatement à la suite de la prise de Douentza « *nous ne quitterons plus la ville* ».

I) Que fait l'armée régulière malienne ?

Une armée malienne, couarde, impuissante, irresponsable ou tout simplement militairement inexistante ?

L'armée malienne, quant à elle, est cantonnée dans la ville de Konna, au nord de Mopti-Sévaré, et qui se situe à moins de 100 kilomètres de Douentza. Au total ce sont plus de

¹ **MNLA** : Mouvement National de Libération de l'Azawad, ennemi du pouvoir malien et allié honteux de la France. Le MNLA est dirigé par l'aristocratie touareg guerrière, en partie esclavagiste.

² Cf. notre texte « *Vers la somalisation du nord du Mali dans un Etat islamiste (I)* »

³ **MUJAO** : Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest. C'est un groupe armé et une organisation d'idéologie salafiste djihadistes créée en 2011 au Mali. Sa composition majoritaire correspond au groupe ethnique des Arabes maliens de la région de Gao.

⁴ Il existe deux milices songhay (populations noires vivant le long du fleuve Niger) appelées **Ganda Koy** («maîtres de la terre », en songhay) et **Ganda Izo** (« fils du pays »). Elles sont responsables du massacre de dizaines de touarègue en 1994 et 1995. Cf. notre texte « *Le nord du Mali, sanctuaire salafiste au sein d'un Etat malien islamiste* (II) », [parution mi-septembre].

⁵ **Ançar Ed Dine** : « Les défenseurs de la religion », comme les précédents c'est un groupe armé salafiste djihadiste fondé et dirigé par Iyad Ag Ghali au début de cette année 2012. C'est un des principaux groupes armés au Mali. La profession de foi d'Ançar Ed Dine : « *nous engageons à la lutte armée sans merci pour l'application de la charia* ».

3.000 soldats maliens cantonnés à Sévaré [6] et Konna. L'armée aurait donc pu occuper Douentza, et cela sans combat, quand celle-ci été abandonnée par les islamistes salafistes. Mais surtout, dans la situation actuelle, l'armée malienne aurait pu, aurait dû immédiatement intervenir pour les en chasser. Elle n'en a rien fait et est restée « planquée » dans ses casernes à Sévaré et Konna. Elle y est toujours !

On ne peut que s'interroger une fois de plus sur le comportement de l'armée malienne. Pourquoi n'a-t-elle pas immédiatement réagi, et à ce jour pourquoi reste-t-elle toujours retranchée à Konna et Mopti ! Ne peut-elle déloger les quelques dizaines de salafistes qui occupent Douentza ?

La prise de Douentza par l'alliance circonstancielle du Mujao/Ançar Ed Dine est une provocation inquiétante à l'encontre de l'armée malienne, car cela confirme que les salafistes ne la craignent pas du tout. Le Mujao/Ançar Ed Dine vient ainsi de lancer un terrible défi aux militaires maliens qui, jusqu'à ce jour, ne l'ont pas relevé. Ils continuent d'abandonner lâchement la population.

Six mois après le coup d'Etat l'armée malienne régulière est donc encore incapable de sécuriser le territoire, maintenant les "fous de dieu" descendent sans résistance vers le sud et occupent militairement le nord du pays dogon.

[Danger de guerre civile avec l'entrée en action des milices](#)

On peut supposer que les jeunes miliciens de Ganda Izo ont occupé Douentza avec l'accord de l'armée malienne qui les entraîne à Mopti, si ce n'est sous leur impulsion ? Comment l'armée malienne a-t-elle pu laisser seuls de jeunes civils, même armés, de Ganda Izo à Douentza ? C'était les offrir en cible aux salafistes djihadistes. Ceux-ci ne s'en sont pas privés !

Le premier ministre malien, Cheick Modibo Diarra dans son intervention télévisée à l'ORTM du 29 juillet 2012, les avait prévenus : « *on ne s'entraîne pas à la guerre dans des terrains de foot* ». Il les avait enjoint de rejoindre l'armée malienne régulière.

Le Mali est en guerre, c'est aux militaires de conduire les opérations. Il est criminel de laisser des civils le faire. En outre c'est engager dangereusement le pays dans une guerre civile, ethnique, ce qu'il faudrait à tout prix éviter.

Encourager les milices, pousser les jeunes à affronter les islamistes est d'une extrême gravité. L'Etat malien doit y porter un terme sinon le pays risque de basculer dans le chaos.

[Le président par intérim appelle la CEDEAO à l'aide](#)

La demande officielle effectuée le 4 septembre d'une aide militaire au pays membres de la CEDEAO a au moins le mérite de la reconnaissance, de l'aveu de l'incapacité de l'armée malienne à combattre seule les groupes salafistes djihadistes du nord du Mali. Le texte adressé à la CEDEAO précise qu'elle porte sur « *l'envoi de cinq bataillons à partir de la ligne de front à engager graduellement dans le contrôle des villes reconquises* ». La ligne de front démarre à 683 kilomètres de Bamako, à Mopti, ce qui laisserait supposer que le président de la transition exclut lui-même toute présence militaire étrangère dans la partie actuellement

⁶ Sévaré : petite ville accolée à Mopti, la capitale régionale, mais qui possède un aéroport.

sensée être gérée par le gouvernement malien. En outre le texte adressé par Dioncounda Traoré précise qu'en ce qui concerne la « *sécurisation des institutions de la transition, le déploiement d'unités de police constituées ou de forces militaires combattantes n'est pas l'objectif* » ce qui confirme que la demande d'aide militaire ne concerne pas le sud du pays et notamment pas la capitale Bamako.

Mais attendons voir si la CEDEAO lève effectivement des troupes pour aller au nord combattre l'AQMI, Ançar Ed Dine, le Mujao, Boko Haram, ce qui reste du MNLA, et tous les djihadistes du monde qui convergent vers la région. À notre avis ce n'est pas pour demain ! La CEDEAO ne veut pas aller se battre au nord mais, selon ses propres termes, « stabiliser » le gouvernement malien, c'est-à-dire y mettre des hommes de son clan, celui des présidents de la CEDEAO qui voulaient ainsi avertir leur opposition et armées respectives, « voilà ce qu'il va vous arriver si vous bouger ». Mais la domination politique des islamistes a empêché le Club des Présidents de la CEDEAO de lancer cet avertissement. Aussi de nombreux pays de la CEDEAO vont-ils certainement réfléchir à deux fois avant d'envoyer des troupes dans le sahel combattre les salafistes djihadistes. A suivre

Bien entendu l'armée malienne rejette à juste titre l'appel de Dioncounda Traoré à la CEDEAO. Elle refuse catégoriquement la présence de troupes étrangères sur le sol malien, la position est claire : « nous ne voulons pas de forces d'interposition sur notre sol ». Et elle vient d'obtenir une raison supplémentaire et particulièrement forte de se méfier de la CEDEAO suite à la révélation ce jour d'un ministre guinéen.

II) La révélation de la trahison de la CEDEAO

Six mois de mensonges manipulateurs de la CEDEAO aboutissent aujourd'hui à la trahison du peuple malien

Le ministre guinéen délégué en charge de la Défense, Abdoul Kabélé Camara, a déclaré ce 6 septembre, dans un entretien avec l'AFP, que des « armes de guerre » pour le Mali, achetées par le régime de l'ex président malien Amadou Toumani Touré (ATT), sont bloquées depuis fin juillet en Guinée, en accord avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le ministre précise que « la CEDEAO ne voulait pas que ces armes tombent dans les mains de l'armée malienne du putschiste Sanogo ou qu'elles soient vendues aux djihadistes » ce qui indique pour le moins et au-delà de la junte militaire une très grande méfiance vis-à-vis du gouvernement malien !

Depuis le début de la crise la CEDEAO multiplie les mensonges, les manipulations, les provocations, les revirements, elle donne une bien piètre image de ces dirigeants africains au mieux incompetents ou pusillanimes, velléitaires. Aujourd'hui on apprend qu'ils ont trahi, sans vergogne, le peuple malien.

Les révélations du ministre guinéen sont d'une extrême gravité. Elles mettent aujourd'hui en exergue une véritable trahison de ce « Club des présidents » de la CEDEAO.

L'armée malienne exige légitimement la remise immédiate de ces armes de guerre et a beau jeu d'arguer que ce sont celles qui leur manquent pour aller combattre au nord, même si cela ne nous convainc pas vraiment.

Le président Dioncounda Traoré a-t-il joué un rôle dans cette trahison ?

Autre question cruciale : Dioncounda Traoré, Président de transition est membre de ce club des présidents, était-il au courant ?

Si cela était le cas, une nouvelle et très grave crise constitutionnelle au Mali se profilerait à l'horizon. Dioncounda Traoré doit rapidement parler pour se disculper et dénoncer sans fioritures le comportement honteux de la CEDEAO.

Tout cela est bien lamentable et le peuple malien va avoir encore des raisons supplémentaires de se débarrasser définitivement de la classe politique malienne et se retourner vers les islamistes qui, avec toutes ces turpitudes, risquent d'apparaître encore plus comme les sauveurs de la nation. Ils ne s'en priveront pas, soyons-en assurés.

Si le peuple malien choisissait l'aventure de l'islamisation du Mali, il quitterait certes un régime des partis totalement pourri, mais tomberait dans une dictature islamiste qui serait encore pire, si cela est possible.

III) Le peuple dogon pris en otage

Les salafistes s'intègrent progressivement dans la population

L'occupation militaire si elle n'était pas acceptée par la population ne serait pas si inquiétante. Ce ne serait qu'une occupation militaire et par définition pourrait être délogée. Mais la réalité est plus préoccupante que cela. Un ami dogon nous écrit :

« La population de Douentza et des localités du nord s'accommodent dangereusement de la présence de ces salafistes qui ne harcèlent ni ne rançonnent personne; les tracasseries douanières et policières ont pris fin et les voleurs gardent les mains dans la poche après l'amputation d'Ansongo. Au contraire leur opération de charme consiste à approvisionner les marchés avec des marchandises à très bas prix. Exemples: le kilo de sucre coûte à Douentza 350 FCFA alors qu'à Bandiagara ou Bamako, Ségou il vaut 600 F CFA. Le sac de farine (50 kg) coûte 10.000 F contre 21.000 F à Bamako et ailleurs au sud ».

Les troupes du Mujao sont des trafiquants de drogue et autres marchandises, des criminels puissamment armés. Ils sont sans doute les plus riches parmi les salafistes, ce qui leur donne un pouvoir énorme notamment pour le recrutement des jeunes. Leur stratégie est bien rodée, leur action économique décrite ci-dessus par notre ami en est une illustration. Plus le temps passe plus il sera difficile de les déloger car ils se seront solidement intégrés parmi la population.

Notre conviction est que c'est déjà fait dans le nord du pays, et cela progressivement au cours de la décennie écoulée, sans que les pouvoirs politiques maliens aient réagi. Au contraire ces derniers auront encouragé leur installation d'une manière totalement irresponsable. On en voit les terribles conséquences aujourd'hui, sans oublier bien entendu que l'intervention de l'Otan et particulièrement de la France en Libye auront accéléré la présence des salafistes dans le nord du Mali.

Le pays dogon menacé par l'islamisme radical : la population dogon divisée

La population dogon, nous dit un élu de la région, commencerait à craindre qu'avec la prise militaire de Douentza la situation évolue rapidement, et que le risque d'incursions salafistes dans les villages dogon s'accroisse. Cet élu nous indique que certains chefs de famille commenceraient à envisager le départ de leur famille afin de les protéger d'une éventuelle arrivée des islamistes radicaux.

Ceci étant la population dogon ne réagit pas uniformément. Une autre amie de Bandiagara considère que nous exagérons le danger islamiste. Elle reconnaît toutefois qu'avec la prolifération d'écoles coranique, les « medersas », l'islamisme radical progresse au pays

dogon. Et elle nous dit constater elle-même l'augmentation de fondamentalistes islamistes dans sa propre famille.

Parfois l'analyse est nuancée, un de nos fidèles correspondants et ami formule à la fois une hypothèse et une conviction : « *La zone de Bandiagara n'est pas encore menacée, mais tout peut basculer. En revanche les populations n'abandonneront jamais leurs champs prometteurs quel que soit le déroulement de la suite des évènements* ».

IV) Vers une islamisation du sud du Mali et de Bamako

Le premier ministre Cheick Modibo Diarra adoubé par les islamistes

A Bamako aussi l'évolution de la situation n'est pas bonne. Les islamistes intégristes semblent tenir de plus en plus le haut du pavé. Cheick Modibo Diarra, le premier ministre malien, vient de leur donner un réel pouvoir au sein du nouveau gouvernement en créant un ministère des Affaires religieuses et du culte. C'était sans doute une des conditions de son maintien au poste de premier ministre, ce qui indique que le Haut Conseil Islamique au Mali (HCIM) a désormais un pouvoir exorbitant de décision politique au Mali.

La CEDEAO et les partis politiques maliens sont totalement marginalisés, déconsidérés, rejetés par la population. L'islamisation du Mali apparaît alors aux yeux de la population comme un recours pour revenir à l'ordre et à la sécurité.

« Dans un an le Mali sera une république islamiste » :

Une amie, résidente à Bamako, française, mariée à un malien, nous dit malheureusement partager notre analyse et déclare : « *Dans un an le Mali sera une république islamiste* ».

L'islamisation du Mali, du nord au sud, que nous avons annoncée dès le 25 mai dans le document « *Vers la somalisation du nord du Mali dans un Etat islamiste (I)* » se réalise. Nous aurions vraiment préféré avoir tort ! Quant à la somalisation du nord, on peut malheureusement affirmer que c'est fait !

Nous laisserons la conclusion à un ami de Bamako qui désabusé, évoque « *un divorce entre les gouvernements africains et leur peuples sur tout le continent* », et poursuit suite à la révélation de la trahison du peuple malien par la CEDEAO : « *.... nos gouvernements n'ont jamais suffisamment de ressources pour nous protéger, mais quand il s'agit de nous réprimer les moyens ne font jamais défaut* »

Alain Dubourg, secrétaire général d'Afrique 2050

Avec la collaboration de tous les ami(e)s et correspondants au Mali

Paris le 06 septembre 2012

